Argumentaire de grève Semaine de la transition

Transformer l'appréhension d'hier en action pour demain

Près d'un an s'est écoulé depuis le premier appel à la grève climatique au Québec. Depuis, des milliers de jeunes et de moins jeunes ont répondu à l'appel partout à travers la province. Alors que l'on ne s'inquiétait pas, on vous a exhorté de vous inquiéter. Alors que l'on a exigé des gouvernements des actions rapides et cohérentes, ils n'ont toujours pas su faire preuve du courage nécessaire pour agir proportionnellement à l'urgence climatique; Ils ont plutôt continué le business as usual, se cantonnant à des mesurettes et entretenant un statu quo destructeur.

Cette année, nous lançons un nouvel appel à la mobilisation. Si des grèves d'une journée, peu importe leur ampleur, ne sont vraisemblablement pas assez pour forcer nos gouvernements à entreprendre des actions significatives, il nous faut faire plus. Si les gouvernements ne nous écoutent pas, nous nous ferons entendre plus longtemps. S'ils n'agissent pas, nous agirons. Ce printemps, nous transformerons nos inquiétudes en actions porteuses de changement et d'espoir. Pour nous réapproprier notre futur.

L'inaction mondiale forçant l'action globale

Près d'un an s'est écoulé depuis la première grève étudiante mondiale pour le climat. Or, jusqu'à maintenant, plus a été dit que fait, alors que nous faisons désormais face à une catastrophe environnementale sans précédent. Les rapports des scientifiques se succèdent et les catastrophes naturelles s'accumulent; La crise se fait de plus en plus sentir et la passivité des grandes puissances persiste.

Chaque opportunité d'action globale significative ratée ne fait que rappeler l'inefficacité du système actuel lorsqu'il est question d'apporter un changement profond à la société. La COP25, n'en était qu'une autre preuve. Alors que les jeunes et la société civile réclamaient la justice climatique et sociale, et le respect des droits autochtones, les décideurs politiques ont une fois de plus ignoré leurs demandes, entre autres au profit des lobbyistes de l'industrie fossile.

L'appel à la mobilisation s'est tout de même fait entendre:

Because your acfivism and concern can mobilize all of society. And where society goes,

polificians and negociators will have to follow. And so my request to all of you is very clear. Keep up the pressure! Don't give up. Do not relent. Let the world know that you are watching and that you are acfing. The climate crisis will demand acfion and change from all of us. And you can lead it. And we count on you to lead today, so we may all enjoy a better tomorrow.

António Guterres Secrétaire général de l'ONU, s'adressant à la jeunesse à la COY15 avant la COP25

La COP26 sera celle de la dernière chance. D'ici là, nous n'abandonnerons pas. Mais **nous ne nous** contenterons pas non plus d'attendre l'action politique: nous devons initier nous-même la transition.

Pendant ce temps, la liste des désastres ne fait qu'augmenter. Au cours des derniers mois seulement, les inondations ont submergé l'Indonésie; les feux ont ravagé l'Amazonie et l'Australie; l'Inde et le Bangladesh ont été frappé par l'un des plus forts cyclones de leur histoire.

D'autant plus que selon les derniers rapports, si le statu quo persiste, le monde se dirige vers un réchauffement de plus de 3 degrés, même si les cibles de l'accord de Paris sont respectées, voire près de 5 degrés selon les pires scénarios. Dans les deux cas, les régions du monde qui ressentent déjà beaucoup plus violemment les effets de la catastrophe environnementale, les ressentiront encore plus. Et nous ne serons pas épargné.es. Le temps presse.

Face à un système économique dépassé et l'incapacité totale des gouvernements à se transformer; face aux violences commises aux populations marginalisées, aux Premières Nations autochtones, et aux femmes; face à l'effondrement de notre environnement; face à une pollution qui continue d'atteindre des sommets sans précédents, les étudiant.es du Québec s'unissent pour réclamer des actions collectives radicales.

Des incohérences nationales

Près d'un an s'est écoulé, et malgré les mobilisations historiques au Québec, le gouvernement a annoncé que l'État québécois n'atteindra pas ses propres objectifs de réduction de GES de 2020. Celui-ci soutient le projet de Gazoduq GNL-Québec et le 3e lien sous prétexte de « pragmatisme », alors que la science est claire et que ces projets, comme bien d'autres, nous feront manquer toutes nos cibles de réduction de GES.

GNL Québec, un projet de gazoduc, d'usine de liquéfaction de gaz naturel et de port méthanier au Saguenay, est, selon des projections conservatrices, l'équivalent d'ajouter 10 millions de véhicules sur les routes du Québec. Le projet Teck Frontier, quant à lui, s'il est approuvé en février, serait la plus grande mine de sables

1

bitumineux à voir le jour dans l'histoire du Canada. Ces deux projets constituent à eux seuls le point de non-retour.

Au Québec et au Canada, les incohérences des gouvernements démontrent que notre mobilisation est plus nécessaire que jamais! Ceux-ci continuent de soutenir des projets extractivistes malgré qu'ils aient déclaré l'urgence climatique.

Notre statut privilégié comme État du Nord global nous pousse à croire que les conséquences des changements climatiques ne nous affecteront pas. Toutefois, le **Québec est loin d'être exempté des impacts** du dérèglement qui suivra dans les prochaines années. À 2 degrés de réchauffement global, on annonce que des sections des régions de **la ville de Québec**, **Saguenay**, **La Pocatière et encore bien d'autres pourraient se retrouver submergées sous l'eau**. On prévoit également une hausse significative des **maladies infectieuses**, **tel que le virus du Nil**, **causant la mort**. On estime que **les vagues de chaleur devraient tripler**. Celle de 2010 avait causé une augmentation des décès de 33%. Tout cela, seulement au Québec. Malheureusement, il faut rappeler que **si nous n'agissons pas aujourd'hui**, **ce n'est pas 2 degrés d'augmentation que nous vivrons, mais bien certainement plus de 3 degrés**.

Il n'est pas trop tard

Tout pousse à croire que le changement ne viendra pas des grandes instances politiques, mais bien du **peuple**, **uni**. Si les mobilisations des 15 mars et 27 septembre derniers, où nous étions respectivement plus de 150 000 et 600 000 en grève, n'étaient pas assez importantes pour faire réagir nos gouvernements, nous devrons faire autrement. **Tout peut encore changer**. Alors que la survie de tous les écosystèmes est menacée, que les forêts brûlent et que la glace fond, nous devons arrêter de jouer selon les règles. Si le déni fait loi, alors nous ferons de la résistance un devoir. Un jour peut venir où il sera trop tard pour résoudre la crise climatique. Mais ce jour n'est pas arrivé. **Encore une fois, agissons ensemble, agissons maintenant**. Pour ce faire, nous devrons **collectivement entamer ce travail dès maintenant**.

Une semaine de grève pour se réapproprier notre éducation

La grève est nécessaire puisque c'est uniquement en établissant un rapport de force suffisant que le gouvernement et les établissements scolaires nous écouteront. Les grèves dérangent : elles ne peuvent pas être ignorées. Si les impacts d'une grève semblent inquiétants pour un.e étudiant.e seul.e, ils le sont davantage à plus grande échelle pour le gouvernement. Il ne peut pas se permettre de voir le réseau de l'éducation obstrué à tous les niveaux, plusieurs jours ou semaines.

2

Dans un tel contexte, le gouvernement se doit d'écouter les revendications d'un mouvement qui prend de l'ampleur. Et pour prendre de l'ampleur, il en prend. Si le gouvernement ne pouvait se permettre de complètement ignorer les étudiant.es lors des 15 mars et 27 septembre derniers, il pourra encore moins se permettre d'ignorer une grève d'une semaine.

Ainsi, devant la passivité persistante des gouvernements face à l'urgence d'agir et alors que les journées de grève individuelles ne semblent pas suffir pour se faire écouter, nous appelons maintenant les étudiant.es et jeunes québécois.es à une semaine complète de grève. Une semaine pour transformer nos établissements scolaires en lieux d'éducation populaire. Une semaine pour travailler collectivement sur la transition. Une semaine pour semer les graines de la révolution. Parce que le printemps arrive à grands pas.

NOUS DEMANDONS Au gouvernement la mise en place d'un *plan d'urgence pour la justice climatique* aux paliers gouvernementaux provincial, fédéral et municipal ainsi qu'aux établissements d'enseignement, aux entreprises privées et publiques et à la société civile, en collaboration avec le Front commun pour la transition énergétique (FCTÉ) et la CEVES, et que ce plan soit basé sur les septs principes suivants:

- i. Respecter la science et les savoirs autochtones;
- ii. L'adoption d'une loi climatique qui, par des cibles annuelles contraignantes, forcerait l'atteinte de la carboneutralité en 2030 et la réduction des émissions de gaz à effets de serre à un niveau équitable face au reste de la population mondiale selon sa capacité de rétention de carbone, la taille de sa population et son historique de pays colonisateur et industriel du Nord Global;
- iii. Exiger la mise en œuvre complète de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, jusqu'à consultation des communautés autochtones concernées;
- iv. Assurer la protection des communautés vulnérables du Canada, particulièrement des communautés racisées qui sont touchées disproportionnellement par la crise climatique;
- v. Œuvrer en collaboration avec les populations du globe qui sont disproportionnellement affectées par la crise climatique en reconnaissant la responsabilité historique du Canada envers ces populations.
- vi. Exiger la mise en œuvre à tous les paliers d'éducation de la Stratégie québécoise d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté développée par la Coalition Éducation, Environnement, Écocitoyenneté;
- vii. Exiger un arrêt complet et immédiat de tout projet d'exploration, d'exploitation et de transport d'hydrocarbures en parallèle à des formations professionnelles visant à faciliter la mobilité et le transfert de la main d'œuvre des secteurs concernés vers ceux des énergies renouvelables.

En nous alliant à tous ceux et celles qui partagent cette vision, peuples autochtones, associations étudiantes, centres de recherche, organisations environnementales ou sociales, nous voulons ancrer notre démarche résolument inclusive et démocratique. Nous pensons que nous pourrons dépasser l'individualisme omniprésent, proposer un modèle de société redéfinissant notre relation à la nature et aux oppressions qui la crée.

Pour y arriver, nous proposons de voter une semaine de grève du 30 mars au 3 avril 2020. Lors de cette grève, tous les jeunes du Québec sont appelés à se réapproprier leur éducation. Le point culminant aura lieu le vendredi 3 avril, où tou tes les étudiant es seront appelé es à manifester collectivement.

Du 30 mars au 3 avril. *Arrêtons de détruire. Commençons à créer. Prenons racine.*

-30